



Compte-rendu du CSAL du 23 01 2024

CSAL

Membres présents pour les organisations syndicales :

CGT : 2 présents pour 1 siège

Solidaires : 3 présents pour 2 sièges

Cfdt : 4 présents pour 4 sièges

Nous avons lu la déclaration liminaire commune CGT ci-jointe.

Un autre syndicat avait également une liminaire.

Aucune réponse n'a été apportée à ces 2 liminaires.

➤ 1. Exercice emploi

- Concernant les suppressions d'emploi

Les suppressions d'emplois

emploi B
1 SGC Poligny 1 SGC Saint-Claude 1 Direction 1 SDIF
emploi C
1 SPFE 1 Direction - agent technique 1 SIE du Jura

- Concernant le poste B créé au PID, il sera défini ultérieurement après consultation du chef de service courant mai.

Nous avons demandé si la DG était moins crédible que le chef du service, quel que soit le mérite du chef de service.

La réponse du Directeur nous a laissé sans voix : oui.

Nous sommes revenus sur le TAGERFIP, rien n'y a fait, le poste sera défini ultérieurement.

- Pour le SIE il n'y a pas d'explication sur les -2,8 qui reflètent d'un choix du national. La DG travaille actuellement à une autre modalité de calcul des suppressions d'emploi.

Nous avons fait remarqué, au nom de la CGT, le fait que les suppressions de postes ne sont pas dues à des gains de productivité, mais justifiées par la loi de finances.

Par conséquent, l'exercice emploi est un peu absurde et vain : il faut appliquer les conséquences de la loi de finances, même si il n'y a aucun gain.

Le Directeur est d'accord avec notre analyse : les suppressions d'emploi sont la conséquence de la loi et il est contraint de les appliquer.

- Pour le SGC de Poligny, nous sommes revenus sur cette vision difficile : journée de cohésion puis suppression de postes.

Le Directeur a indiqué que toutes les suppressions d'emploi n'étaient pas corrélées à la cohésion des services ou aux bons résultats des services, mais qu'il fallait des arbitrages pour cibler les suppressions.

Vote volet emploi : unanimité contre

2. Questions diverses :

Question CGT Concernant l'observatoire et l'absence de question sur les départements.

Réponse : il y aura toujours des résultats par département, même si la question n'est plus posée (adresse IP).

En dessous de 20 agents répondants dans le service, aucun détail individuel n'est mentionné dans ce qui est restitué par IPSOS.

Les représentants de la CGT Finances Publiques
Damien Bresson et Valérie Fiacre